

DÉSISTEMENT ET (RÉ)INTÉGRATION SOCIOCOMMUNAUTAIRE

L'expérience de jeunes judiciairisés de 16 à 35 ans

Isabelle F.-Dufour, Natacha Brunelle, Roxanne Couture-Dubé et David Henry



Conclusion

Récidivisme, désistement assisté, (ré)intégration communautaire : qu'avons-nous appris?

Isabelle F.-Dufour

Cette étude s'inscrit dans le **projet 1A de l'axe 1** du **Programme de recherche en partenariat (RÉ)SO 16-35**, intitulé *(Ré)intégration sociocommunautaire : point de vue des jeunes judiciairisés de 16-35 ans*.

Suivant un **devis de recherche qualitative**, des **entretiens semi-dirigés** ont été réalisés auprès de jeunes judiciairisés de 16 à 35 ans et ce, à **deux temps de mesure** (environ 21 mois d'intervalle).
T1 : 140 participant·es ;
T2 : 67 participant·es.

Les participant·es provenaient des régions de **Montréal**, de la **Capitale-Nationale** et de la **Mauricie-Centre-du-Québec** et de **différents secteurs d'intervention** : centres jeunesse, services correctionnels, maisons de transition, organismes et projets de justice réparatrice pour adolescents et adultes, services publics et communautaires pour problématiques associées (dépendance, santé mentale, employabilité et hébergement).

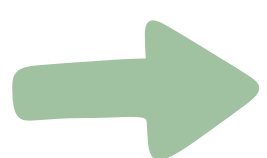
CONTEXTE

Les programmes correctionnels canadiens se sont longtemps basés sur l'idée qu'il est possible de **mesurer le risque de récidive** de chaque personne judiciairisée, d'y **adapter l'intensité de l'intervention** et le **style d'apprentissage** de la personne et que le résultat serait l'**absence de récidive**. La communauté scientifique canadienne croyait fortement à cette idée, lui accordant le nom de **modèle canadien de la réhabilitation**.

À la lumière d'un laborieux travail de recherche de la Pre F.-Dufour portant sur l'analyse du risque de récidive chez des hommes sentenciés d'une ordonnance de sursis, elle est arrivée à l'étonnante conclusion que la majorité des personnes ne se faisait **pas offrir d'aide** concrète en vue de leur **(ré)intégration sociocommunautaire**.

Dans de rares cas, des agents de probation utilisaient l'**approche cognitive-comportementale** sous forme de questionnement socratique ou balance décisionnelle ou encore redirigeaient vers des **professionnels de la santé mentale** pour soutenir leurs démarches. Cela a représenté une grande surprise, puisque le fameux modèle prévoyait que cette **prérogative de la (ré)intégration sociocommu-nautaire** est celle de l'agent de probation.

Le travail de recherche de la Pre F.-Dufour s'est alors poursuivi auprès de sursitaires n'ayant pas commis de délits depuis la fin de leur sursis, ayant pour base théorique l'**approche morphogénique de Margaret Archer** (1995, 1996, 2000, 2002, 2003, 2010). Il a alors été possible de déterminer trois processus distincts menant au désistement du crime : les **convertis**, les **repentants** et les **rescapés**.



Cette conclusion d'ouvrage met en relation ces processus auprès de l'actuel projet de recherche mené avec 140 jeunes judiciairisés âgés de 16 à 35 ans.

OBJECTIF

Construire un **modèle théorique de désistement du crime** appuyé par les constats empiriques issus du projet de recherche sur la (ré)intégration sociale et communautaire des jeunes judiciairisés.

RÉSULTATS

Les convertis

Le plus commun

Avant :

- Début des activités illégales généralement tôt (15 ans);
- Provenance d'un milieu appauvri, où la famille est souvent source de victimisation;
- Placement en milieu substitut à l'enfance ou l'adolescence;
- Grand besoin de se connecter aux autres.

Pendant :

- Une fois intégré au groupe judiciarisé, perception que l'identité change rapidement et radicalement;
- Auto-identification à la délinquance;
- Adhérence au mode de vie criminel et éloignement des identités prosociales.

Désistement :

- Désir de quitter, sans savoir comment s'y prendre;
- Consommation de SPA, colère, haine;
- Le désistement requiert de l'aide pour plusieurs (soutiens formel et informel).

Les repentants

Avant :

- Provenance d'une position sociale involontaire plus favorable;
- Éducation, bon citoyen.

Pendant :

- Ne se considèrent pas comme des criminels;
- Incompréhension de la situation les ayant menés vers la judiciarisation, sentiment d'injustice, de perte de contrôle;
- Fracture de l'identité personnelle : perte de contact avec les préoccupations ultimes;
- Passivité.

Désistement :

- L'arrestation peut représenter une source de changement;
- Ouverture et réceptivité à toutes formes d'aide;
- Perception d'avoir (re)trouvé son identité personnelle;
- Compte surtout sur son capital social pour se désister.

Les rescapés

Avant :

- Provenance de la même position sociale involontaire que les convertis;
- Manque de liens avec la famille d'origine ou substitut;
- Victimisation et santé mentale;
- Ne se lient pas d'amitié avec des pairs judiciarisés (jeux vidéos, confiance et engagement aux autres difficile);
- Relative absence d'identité sociale.

Pendant :

- La délinquance représente souvent un appel à l'aide.

Désistement :

- Un processus thérapeutique offre au moins une relation positive espérée, leur donnant une importance et une valeur;
- Fragilité à la fin du processus de désistement (santé mentale, isolement, pauvreté);
- Risque de récidive pour se faire aider à nouveau.

À RETENIR

Ce livre démontre clairement que les jeunes judiciarisés cumulent de nombreux **problèmes simultanés** (ex. : santé mentale, dépendance, employabilité, hébergement). Plusieurs ont été **victimisés** dans leur enfance et ont fait l'expérience d'institutions ou de ressources familiales alternatives. De plus, les **programmes seuls** ne suffisent pas à assurer le désistement. Les **agents informels** de désistement assisté, ainsi que les **parents, amis** et **proches** contribuent aussi au désistement et à la (ré)intégration sociocommunautaire.

Le désistement ne se produit pas en **vase clos** et ne repose pas uniquement sur le **désir** et la **volonté** de la personne de s'abstenir de commettre un crime. Par ailleurs, les **solutions de rechange** à l'emprisonnement mettent l'accent sur la **(re)construction du capital social** et **humain**, plutôt que sur les défauts (traiter les besoins criminogènes). Le **(RÉ)SO 16-35** créera ainsi un **projet intersectoriel global à guichet unique** où deux ou plusieurs secteurs d'intervention se rejoindront pour atteindre l'objectif de désistement qui ne peut être atteint par un seul secteur.